

Charte éthique du Fonds Social Juif Unifié (F.S.J.U.)

Projet du 18.02.2020

PREAMBULE

Le Fonds Social Juif Unifié (ci-après désigné « F.S.J.U. ») est l'Institution centrale de la Communauté juive de France dans les domaines du social, de l'éducation, de la culture, de la jeunesse et de la vie associative. Par l'action de ses salariés et de ses bénévoles et avec l'appui et à travers les entités affiliées, il combat la pauvreté et l'exclusion en finançant des programmes sociaux ; il favorise la transmission de l'identité avec des programmes culturels et éducatifs ; il s'attache à renforcer les liens entre la France et Israël grâce à des partenariats avec des organismes qui s'attaquent sur le terrain à la précarité et favorisent une éducation de qualité.

Le F.S.J.U. est une Association reconnue d'utilité publique et à ce titre, il est un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics et des collectivités territoriales.

Les principes qui suivent s'appliquent aux salariés et bénévoles du F.S.J.U.¹ et aux entités affiliées² qui doivent y adhérer.

¹ Les bénévoles sont toutes les personnes qui contribuent de façon non rétribuée à l'action et au développement du F.S.J.U., par leur activité, leur mandat d'élu ou toute autre action. Ils sont selon le cas bénévole de terrain ou de gouvernance (cas des élus).

Le statut des bénévoles de terrain est régi par la convention de bénévolat. Le statut des bénévoles de gouvernance est régi par les documents de gouvernance et en particulier le règlement intérieur.

Les dispositions de la présente charte s'appliquent à l'ensemble des bénévoles à l'exception du II. 2 b 1 qui ne concerne que les bénévoles de terrain.

² Les entités affiliées sont les adhérentes subventionnées par le F.S.J.U. Par extension, sont incluses dans cette définition les entités adhérentes qui demandent des subventions.

Nous sommes fiers d'afficher notre engagement :

La solidarité est notre identité.

Nous œuvrons sans relâche pour la réalisation de nos missions avec rigueur et dans le plus grand respect des autres et nous avons à cœur de renforcer et donner un sens à l'engagement de nos salariés et bénévoles.

Nous agissons avec intégrité, honnêteté, transparence et avec la volonté constante de maintenir la confiance du Public.

I- NOS PRINCIPES ETHIQUES

1. LA GOUVERNANCE EXIGEANTE

Le rôle et les responsabilités des organes de gouvernance sont définis dans les statuts et le Règlement Intérieur du F.S.J.U. Ces organes assument la responsabilité globale de la gestion et du développement de l'institution et de sa stratégie, dans un souci d'efficacité et dans la recherche de solutions innovantes

2. LA GESTION DÉSINTÉRESSÉE

Les administrateurs, et plus généralement l'ensemble des bénévoles du F.S.J.U., ne reçoivent aucune compensation financière de la part de l'Association pendant toute la durée de leur mandat exceptés le remboursement des frais engagés et préalablement autorisés pour les besoins de l'activité associative sur présentation de justificatifs.

3. LA RIGUEUR DE GESTION

Les ressources matérielles et financières mises à la disposition de l'Association grâce aux subventions et aux contributions de nos donateurs sont utilisées de façon rationnelle et économe. L'Association s'engage à maîtriser ses dépenses et à optimiser l'emploi des fonds dont elle dispose.

4. LA QUALITÉ DE LA COMMUNICATION

Le F.S.J.U. délivre une information globale, claire et cohérente sur l'ensemble de ses activités. Il s'attache notamment à faire connaître les orientations générales de l'Association, ses engagements, son organisation, le nom de ses dirigeants, ses choix d'action, l'allocation et l'utilisation des fonds collectés, et les accomplissements réalisés au regard de ses missions et de l'évolution de la vie juive en France.

5. LA TRANSPARENCE FINANCIÈRE

Le F.S.J.U. est profondément attaché aux relations de confiance qu'il développe et entretient avec le public. Les états financiers annuellement audités, validés par les Commissaires aux comptes, sont publiés.

II- NOTRE CODE DE CONDUITE

La charte éthique est le code de conduite du F.S.J.U., à la fois engagement collectif et exigence individuelle. Elle ne se substitue pas à la législation nationale et européenne en vigueur mais constitue un véritable engagement moral pour les salariés, bénévoles et entités affiliées qui en sont les parties prenantes.

La charte éthique est accessible sur le site Internet du F.S.J.U. et mise à disposition des salariés, bénévoles et entités affiliées qui doivent s'y conformer et la mettre en œuvre.

ELLE SE DECLINE EN 3 AXES :

1 - LA PROTECTION DU PATRIMOINE DU F.S.J.U.

Les salariés et bénévoles de l'Association et les entités affiliées s'engagent à protéger le patrimoine du F.S.J.U contre toute atteinte.

« Je sers la cause – Je ne me sers pas de la cause »

a) La loyauté au regard de la propriété matérielle et intellectuelle

Il incombe à chaque bénévole, chaque salarié et chaque entité affiliée de respecter les biens matériels (locaux, outils de travail, documents etc.) et immatériels (image, réputation, logo, données et informations) de l'Association. Les moyens et les biens mis à disposition ne doivent pas être utilisés à des fins personnelles ou qui ne concourent pas à la mission de l'Association.

b) La confidentialité

Tous les salariés et bénévoles sont tenus de respecter les règles de confidentialité en usage dans l'Association.

c) La loyauté dans l'expression publique

Tout salarié ou bénévole mandaté aux fins de représenter le F.S.J.U. doit se conduire avec réserve et de façon loyale. Toute prise de position publique doit être en conformité avec les positions de l'institution qu'il convient d'avoir préalablement interrogé.

Le salarié ou bénévole ne peut se prévaloir de son mandat pour représenter le F.S.J.U. auprès des tiers sauf mandat exprès en ce sens, ni se prévaloir d'un mandat public pour agir au nom du F.S.J.U..

d) L'intégrité de la collecte de fonds et le respect des donateurs

L'acceptation et l'utilisation des dons par le F.S.J.U. doivent être conformes aux règles de collecte et d'utilisation des fonds collectés auprès du public. Les fonds collectés doivent avoir une origine non suspecte en conformité avec la législation sur le blanchiment d'argent.

Le F.S.J.U. veille à assurer une affectation efficiente des dons conformes aux objectifs statutaires et s'engage à respecter les intentions formulées par écrit par les donateurs lorsqu'elles sont conformes aux valeurs et missions du F.S.J.U. ; il s'oblige à en assurer la traçabilité.

Les informations confidentielles concernant les donateurs sont protégées selon les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

e) Les cadeaux et les gratifications

L'échange de cadeaux ou d'invitations peut générer des conflits d'intérêts. Les salariés et les bénévoles doivent :

- Refuser les cadeaux ou invitations répétitifs ou disproportionnés,
- Refuser tout cadeau en espèces quel qu'en soit le montant.

f) Les conflits d'intérêt

Un conflit d'intérêt est une situation dans laquelle un individu a un intérêt personnel qui pourrait influencer de façon improprie l'accomplissement de sa mission et l'amener à enfreindre les valeurs ou principes éthiques du FSJU. Les conflits d'intérêts présentent des risques pour l'Association. En cas de conflit d'intérêt ou soupçons de risque de conflit d'intérêt, une déclaration doit être établie, pour Les salariés auprès de leur hiérarchie et pour les bénévoles auprès du Directeur Général qui transmet l'information au bureau exécutif qui en apprécie la réalité.

g) Gestion et Stratégie du patrimoine immobilier

Les SCI constituent les outils de gestion immobilière du FSJU qui en est associé. La gérance en est assurée par la personne morale du FSJU.

A ce titre, les représentants du FSJU gérant, sont tenus de soumettre au Bureau exécutif par l'intermédiaire du Président ou du Directeur Général du FSJU, tout projet d'aliénation, d'acquisition ou de cession de biens immobiliers ou tout projet impactant le patrimoine de la SCI.

h) Respect de la législation

Le F.S.J.U. s'engage à ce que ses actions et décisions soient conformes à la réglementation en vigueur et aux valeurs républicaines.

2 - LES DROITS ET OBLIGATIONS DES SALARIES ET DES BENEVOLES

Tous les salariés et bénévoles de l'Association s'engagent à respecter les droits de la personne.

a) Principes fondamentaux

1. Respect et Bienveillance

Les salariés et bénévoles s'engagent à coopérer entre eux et avec les autres salariés et bénévoles envers lesquels ils sont loyaux et respectueux.

2. Lutte contre les discriminations

Les salariés et bénévoles doivent veiller à ne pratiquer aucune discrimination, en particulier basée sur le genre, le handicap, la situation familiale, l'orientation sexuelle, l'âge, les opinions politiques et philosophiques, les convictions religieuses, l'activité syndicale, les origines sociales, culturelles, nationales ou ethniques.

Par ailleurs, le F.S.J.U. s'engage dans le cadre d'une démarche visant à la parité homme femme au sein de l'Association.

3. Droit au respect de la dignité humaine

Tout comportement ou action non conforme au droit au respect et à la dignité humaine et constitutif d'un harcèlement, qu'il soit, sans que cette liste soit exhaustive, moral, physique ou sexuel est proscrit. Une procédure de signalement est mise en place en cas de comportement ou action non conforme (cf. « 5. Le signalement de manquements à la charte éthique » ci-dessous).

4. Respect de la vie privée

Le F.S.J.U. respecte la confidentialité des informations personnelles de ses collaborateurs et des bénévoles conformément aux lois et règlements.

5. Signalement de manquements à la charte éthique

Le signalement est un système d'alerte permettant de mettre en lumière des situations inappropriées. Tout salarié ou bénévole a le devoir de signaler les conduites inacceptables et, dans ce cas, l'instruction interne à l'Association restera confidentielle. Tout salarié ou bénévole doit faire part du problème d'éthique auquel il se trouve confronté :

- Soit par la voie hiérarchique directe ou de niveau plus élevé qui informera le bureau exécutif,
- Soit directement au Directeur Général qui transmettra l'information au bureau exécutif.

b) Les droits et obligations spécifiques aux bénévoles de terrain

Les bénévoles sont liés par une convention de bénévolat.

1. Les droits des bénévoles

Le F.S.J.U. s'engage à l'égard du bénévole :

- à lui confier les responsabilités, missions et activités qu'il choisit de son plein gré avec l'Association,
- à écouter ses suggestions,
- à la demande du bénévole, à faire un point régulier sur ses activités et sur ce que lui apporte son engagement bénévole, notamment en matière d'utilité et de reconnaissance,
- Le cas échéant, à rembourser ses dépenses, préalablement autorisées, engagées pour le compte de l'Association,
- à couvrir, par une assurance adéquate, les risques d'accidents causés ou subis dans le cadre de ses activités pour autant que ceux-ci ne sont pas couverts par son assurance personnelle.

Le bénévole pourra à tout moment arrêter sa collaboration.

2. Les obligations des bénévoles

Le bénévole s'engage à l'égard de l'Association :

- à coopérer avec les différents membres et partenaires de l'Association,
- à respecter son éthique, son fonctionnement et son règlement intérieur,
- à respecter les obligations de réserve, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'Association,
- à s'impliquer dans les missions et activités confiées qu'il a choisies,
- le cas échéant, à faire des suggestions d'amélioration du fonctionnement et de l'organisation.

3 - LES ENGAGEMENTS RECIPROQUES SPECIFIQUES AUX ENTITES AFFILIEES

a) Engagements des entités affiliées

1. Les entités affiliées s'engagent à respecter les valeurs et les principes énoncés dans la présente charte.
2. Elles s'engagent également à mentionner le logo F.S.J.U. dans leur communication (imprimés et publications), et à le tenir informé de leurs activités.
3. Elles s'engagent à se coordonner avec le F.S.J.U. lorsqu'elles organisent des actions de collecte de fonds.

b) Engagements du F.S.J.U.

Le F.S.J.U. s'engage à :

1. Étudier tout dossier complet de demande de subventions par les entités affiliées ; les dossiers sont étudiés dans le respect des Statuts et du Règlement Intérieur ;
2. Organiser un réseau permettant le partage d'expériences et de bonnes pratiques ainsi que la réflexion prospective entre professionnels et bénévoles d'un même domaine ;
3. Faire bénéficier les entités affiliées d'un soutien auprès des pouvoirs publics ;
4. Valoriser la participation des entités affiliées au F.S.J.U., Institution centrale reconnue par les pouvoirs publics.